



## PREFET DE LA REGION LANGUEDOC-ROUSSILLON

Direction régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Languedoc-Roussillon

Arrêté N° 2012 338 - 0005

Portant décision d'examen au cas par cas  
en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement

### Défrichement pour la construction d'une maison individuelle à Bordezac (30)

Le préfet de région,

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 122-1, R.122-2 et R. 122-3 ;

Vu le code de de l'expropriation, notamment ses articles L11-1 et R11-1 à 11-14 ;

Vu l'arrêté de la ministre de l'écologie, du développement durable, et de l'énergie du 26 juillet 2012 relatif au contenu du formulaire d'examen au cas par cas ;

Vu le formulaire d'examen au cas par cas n°F09112P0103 relatif à la réalisation d'un défrichement pour la construction d'une maison individuelle à Bordezac (30) déposé par LAYRE Denis, reçu le 30/10/2012 et considéré complet le 30/10/2012 ;

Vu l'arrêté N° 120244, en date du 23 juillet 2012 du préfet de région du Languedoc-Roussillon portant délégation de signature à Monsieur Didier Kruger, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Languedoc-Roussillon;

Vu l'avis de l'agence régionale de santé du 23/11/2012 ;

Considérant que le projet porte sur un défrichement préalable à la construction d'une maison individuelle sur la parcelle cadastrée A 208 ;

Considérant que le projet relève de la rubrique 51°a) du tableau annexé à l'article R.122-2 du code de l'environnement qui soumet à examen au cas par cas les défrichements portant sur une superficie totale, même fragmentée, inférieure à 25 hectares ;

Considérant que le projet s'inscrit en zone constructible de la carte communale et en continuité d'une zone urbanisée ;

Considérant que le projet consiste au défrichement d'une surface de 1950 m<sup>2</sup> ;

Considérant que la parcelle du projet est située en partie dans le périmètre de la ZNIEFF de type 1 « Crête de Gourret » d'une superficie de 91 ha, qui abrite 4 espèces végétales d'intérêt patrimonial dont le pin de salzman et qu'elle se situe à 0,3 km du site Natura 2000 « Forêt de pin de Salzman de Bessèges » ;

Considérant qu'au regard de sa superficie et de sa localisation le projet n'est pas susceptible de porter atteinte aux objectifs de conservation du site Natura 2000 et des espèces végétales de la ZNIEFF de type 1 ;

Considérant qu'au regard de l'ensemble des éléments fournis par le pétitionnaire, le projet n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement ;

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>**

Le projet de défrichement pour la construction d'une maison individuelle à Bordezac (30) objet du formulaire n°F09112P0103 n'est pas soumis à étude d'impact en application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement.

**Article 2**

La présente décision, délivrée en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

**Article 3**

Le présent arrêté sera publié sur le site Internet de la préfecture de région.

Fait à Montpellier, le

Pour le Préfet de région et par délégation,

3 - DEC, 2012

L'Adjoint au Chef du Service Aménagement



**Frédéric DENTAND**

*Voies et délais de recours*

**décision dispensant le projet d'étude d'impact**

**Recours gracieux :**

Monsieur le préfet de région  
DREAL Languedoc-Roussillon  
520 allée Henri II de Montmorency – CS 69007  
34064 Montpellier cedex 02  
(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

**Recours hiérarchique :**

Madame la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie  
Grande Arche  
Tour Pascal A et B  
92055 La Défense CEDEX  
(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

**Recours contentieux :**

Tribunal administratif de Nîmes (en ce qui concerne les départements du Gard et de la Lozère)  
16, avenue Feuchères  
CS 88010  
30941 Nîmes Cedex 09